

VOLKER PERTHES

Sous-secrétaire général et chef de l'examen stratégique indépendant de la MANUI (Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak)

Terry Martin, journaliste, présentateur de journal télévisé

Passons maintenant à Volker Perthes. C'est votre tour.

Volker Perthes

Bien sûr merci. Merci Terry. Permettez-moi d'abord de dire que je m'exprime ici à titre purement privé. J'ai des collègues aux Nations Unies qui travaillent jour et nuit sur le conflit et ce sont eux qui devraient officiellement parler au nom des Nations Unies. Cependant, je suis un de leurs collègues et je soutiens l'excellent travail qu'ils accomplissent, tant sur le plan humanitaire que politique.

Quand j'ai pensé à ce panel, j'espérais que ce groupe formidable de personnes aboutirait probablement à deux choses : des leçons, dont nous avons toujours besoin, des leçons sur la voie à suivre à partir de maintenant, ce que nous avons appris de la crise actuelle et ce qui s'est mal passé avant ; et puis, bien sûr, des pistes pour la diplomatie, des pistes pour des actions diplomatiques à la fois pour protéger les civils et pour mettre un terme au conflit et ouvrir une nouvelle voie vers la paix et la sécurité au Moyen-Orient, ce qui impliquerait, bien sûr, qu'Israël puisse vivre dans des frontières reconnues et sûres, et que les Palestiniens puissent vivre dignement dans leur propre État et en paix avec leurs voisins.

Peut-être devrais-je commencer par un commentaire sur ce qui s'est réellement passé, ou à quoi cela ressemble pour moi.

Le 7 octobre, nous avons eu une attaque terroriste horrible et sans précédent, visant principalement des civils – plus de 1 000 tués, plus de 200 enlevés – et je pense que, pas seulement aux yeux des Juifs, cela ne ressemble pas à un acte de résistance contre l'occupation, mais cela ressemble à un pogrom, cela ressemble à un meurtre en masse et rien d'autre.

Il s'en est suivi une horrible contre-attaque contre la bande de Gaza, qui a créé un désastre humanitaire sans précédent dans la bande de Gaza du moins, les victimes étant là encore principalement des civils. Et le conseil donné à un million de Palestiniens de la partie nord de la bande de Gaza d'évacuer vers le sud évoque, pour de nombreux Palestiniens, le traumatisme ou le souvenir du déplacement forcé et de l'exil.

Je ne peux que souligner ici ce que mon Secrétaire général, le Secrétaire général des Nations Unies, a dit : que rien, pas même les griefs des Palestiniens depuis des décennies, ne peut

justifier l'attaque épouvantable du Hamas. Toutefois, l'attaque effroyable du Hamas ne peut justifier aucune punition collective contre la population de Gaza. Même les guerres ont des lois. Nous l'appelons aujourd'hui droit humanitaire international, et le droit humanitaire international doit être respecté à tout moment.

Nous devons avoir une libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages, nous devons avoir une aide humanitaire immédiate et soutenue, et nous devons avoir au moins un cessez-le-feu humanitaire pour que cela soit possible.

Permettez-moi d'ajouter que le Secrétaire général des Nations Unies – et il a été fortement critiqué pour cela par certains acteurs – a également parlé de contexte. Il a déclaré que ces actes horribles ne se sont pas produits en vase clos et, oui, on l'a critiqué pour cela. Permettez-moi de préciser que parler du contexte ne consiste pas à justifier, et le contexte en tant que tel ne justifie rien – et certainement pas les actions contraires à nos normes humaines les plus profondes.

Cependant, nous devons connaître le contexte afin de comprendre la chaîne des événements et, plus important encore, nous devons être conscients du contexte historique afin de tracer une stratégie et une voie pour l'avenir. Si nous essayons d'élaborer une stratégie sans contexte, nous n'irons pas très loin.

Permettez-moi d'en venir aux leçons. Je pense que la principale leçon – Nabil l'a dit en des termes différents, et Anwar Gargash en a parlé hier – est qu'il n'est pas possible de parvenir à la paix et à la stabilité dans l'ensemble du Moyen-Orient sans une solution acceptable à la question palestinienne.

En d'autres termes, nous ne pouvons pas substituer la paix régionale à la paix entre Palestiniens et Israéliens.

Je pense que le gouvernement des Émirats arabes unis en était conscient lorsqu'il a signé les accords d'Abraham, car il liait sa signature à l'époque à l'abstention d'Israël d'annexer des parties de la Cisjordanie. Le lien était très, très clair.

Je pense que la deuxième leçon – et ce n'est pas une nouvelle leçon – est qu'on ne peut pas séparer les questions humanitaires, politiques et sécuritaires ou, à nouveau en d'autres termes, si les gens se retrouvent dans une détresse humanitaire totale après cette crise, alors cela ne fera qu'engendrer plus de désespoir, plus de haine et probablement aussi une nouvelle période de terreur.

Quelle direction prendre ? Existe-t-il des voies diplomatiques ? Je pense qu'il faut faire la distinction entre l'immédiat et le moyen terme. Dans l'immédiat, dans les prochains jours et les prochaines semaines, bien sûr, et je le répète, nous devons avoir un cessez-le-feu humanitaire, ou des cessez-le-feu humanitaires, et nous devons empêcher que la guerre s'étende – ou qu'on glisse, comme le disait Dorothée, vers une guerre plus étendue.

Cela signifie une grande responsabilité pour les acteurs régionaux, non seulement pour les États-Unis, les Nations Unies ou d'autres acteurs internationaux, mais surtout pour les acteurs de la région, je parle ici des États arabes, qui ont fait la paix avec Israël. En même temps, je

regarde ce pays où nous sommes, qui a également normalisé ses relations avec l'Iran, ce qui donne en fait une chance d'œuvrer à une désescalade au niveau régional.

À moyen terme, je suppose que nous ne devrions pas ignorer la date de l'attaque du Hamas, qui se situe exactement 50 ans après la guerre d'octobre, ou guerre du Yom Kippour, de 1973. Cela, je pense, sert à défier la diplomatie internationale pour, d'une certaine manière, essayer de nous rappeler 1973.

Je sais que les analogies historiques ont des limites et qu'elles ont toujours une valeur limitée, mais la guerre de 1973, grâce aux efforts de la forte diplomatie américaine de l'époque, a conduit à la paix entre l'Égypte et Israël. Cela a également conduit à une stabilisation entre la Syrie et Israël, qui a duré des décennies. Cela a conduit l'OLP, l'Organisation de libération de la Palestine, à s'engager politiquement et à se concentrer sur la création d'un État et d'un État aux côtés d'Israël en Cisjordanie et Gaza.

Bien sûr, je sais que l'histoire des efforts de paix au Moyen-Orient au cours des 50 dernières années a été pleine d'échecs, de revers et de personnes qui ont voulu les saper. Je ne veux pas retracer cette histoire, cela nous emmènerait également bien au-delà du temps imparti. Cependant, je dirais, dans ce contexte, que la diplomatie après cette guerre doit relancer d'importants et de sérieux efforts pour la paix – et je suis entièrement d'accord avec mon ami Nabil sur le fait que, même si cela ne semble pas très réaliste ou probable dans les deux semaines, mois ou années à venir, il nous faut encore faire cet effort. On n'a pas le choix.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Je pense que cela signifie, en premier lieu, que les efforts diplomatiques visant à trouver une solution ou à trouver une série de solutions interconnectées ne peuvent pas consister à recréer le statu quo ante à Gaza, qui consistait, au cours des deux dernières années, à gérer ou, comme l'a dit hier Anwar Gargash, à contenir le conflit. Cela n'a pas fonctionné.

Je pense que le Conseil de sécurité de l'ONU doit décider assez rapidement des arrangements en matière de sécurité pour Gaza et, si je reprends ce que Nabil a dit à propos d'une initiative arabe ou d'un plan arabe, je pense que les arrangements en matière de sécurité pourraient, ou devraient probablement, inclure une présence militaire arabe temporaire à Gaza, mandatée par l'ONU, afin de maintenir la sécurité et de maintenir la paix après cette opération ou guerre israélienne.

Ensuite, nous devons avoir une nouvelle conférence pour la paix, une conférence globale bien préparée. Ce ne sera certainement pas avant 2024 car cela nécessite du temps de préparation. Elle pourrait sans doute être co-parrainée par les États-Unis et la Chine, sous les auspices de l'ONU, je l'espère. Elle devrait également clairement établir que le résultat devrait être la solution à deux États, sans être trop ouverte à d'autres résultats. Comme certains des autres orateurs l'ont dit, la solution à deux États est de retour parce que les alternatives n'ont pas fonctionné. On doit inclure une dimension socio-économique, qui s'appuie également sur les accords d'Abraham, ainsi que sur la normalisation entre les États arabes et l'Iran.

Si on regarde les conditions actuelles, nous sommes en fait dans une situation légèrement meilleure qu'en 1991. Il existe d'autres aspects où la situation n'est pas meilleure, mais regardons les conditions que nous pouvons utiliser ou exploiter de manière productive pour



réellement avancer vers une sortie de cette catastrophe et vers un avenir plus pacifique au Moyen-Orient.

Je vous remercie.

Terry Martin

Merci beaucoup, Volker Perthes, pour ces excellents points, à la fois pour avoir passé en revue la situation actuelle et son lien avec ce qui s'est passé auparavant, en examinant les guerres du passé qui ont en effet ouvert des opportunités, des fenêtres pour rechercher la paix avec au moins certains des voisins d'Israël.

Ce que j'ai trouvé particulièrement intéressant, c'est votre argument sur la nécessité d'une présence militaire arabe temporaire à Gaza, mandatée par l'ONU, à un moment donné, comme période de transition stabilisatrice et temporaire. C'est aussi quelque chose dont j'entends de plus en plus parler lors de cette conférence.

Merci également d'avoir examiné le point de vue de l'ONU et également l'importance du contexte. Le contexte ici est extrêmement complexe et important. Très bien.